

Pouvoir d'emprunt

Je vais maintenant parler du ministre des Transports (M. Pepin) que je vois ici à la Chambre. Je sais qu'il a demandé au cabinet d'appuyer un exposé de principes qu'on présenterait aux agriculteurs de l'ouest du Canada. Cela permettrait d'entamer une discussion et d'en arriver à une espèce de consensus quant à ce qu'on devrait faire à propos du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. En gros, nous voyons trois ministres adopter des attitudes différentes au sujet de la même question.

Le ministre chargé de la Commission canadienne du blé a pris la parole à la Conférence de l'agriculture de l'Ouest qui a eu lieu il y a environ deux semaines, et il a dit que c'était maintenant aux producteurs d'agir. Il veut qu'ils arrivent à un consensus avant que le gouvernement prenne la moindre décision.

Je dirais que si le gouvernement pouvait donner l'exemple lui-même, et s'il pouvait arriver à un consensus—en se rappelant que je viens tout juste de citer la position de trois ministres que la question touche de près et elle différerait de l'un à l'autre—il pourrait alors demander aux producteurs de tâcher d'arriver à un consensus comme le gouvernement l'a fait. Il me semble très présomptueux de la part du ministre chargé de la Commission canadienne du blé, de blâmer les producteurs en leur disant que rien ne sera fait tant qu'ils ne se seront pas entendus sur cette question très controversée. C'est un problème profondément lié à l'histoire économique et politique de l'Ouest ainsi qu'à l'histoire de sa colonisation. Il demande aux producteurs de l'ouest du Canada d'arriver à un consensus alors qu'en réalité les trois ministres en cause n'y arrivent pas.

Ce sont là des problèmes qui méritent qu'on s'en occupe à mon avis, dans la mesure où le gouvernement est en cause. Dans la mesure où le gouvernement fédéral est concerné, il est essentiel qu'il donne le ton. Je viens tout juste de faire des calculs pour démontrer que si le gouvernement fédéral prend quelques-unes de ses responsabilités au sérieux, il a dans une certaine mesure le devoir de trouver une solution à ce problème, car cela profiterait nettement non seulement à l'ouest du Canada, mais à l'ensemble du pays.

Je pourrais continuer à parler des choses stupides que nous avons faites à Mirabel. Sauf erreur, pour permettre à Mirabel de continuer à fonctionner, il faut lui verser une subvention d'environ un million par semaine ce qui fait à peu près 50 millions de dollars par an. Le ministre des Transports hoche la tête. Est-ce trop bas? Est-elle plus élevée?

M. McKenzie: Elle est de 52 millions de dollars.

M. Mayer: Je donnais au ministre le bénéfice du doute, comme j'aime citer des chiffres ronds.

● (2130)

On signalait dans un communiqué la semaine dernière que le gouvernement se propose de morceler et de vendre les terres dans les parages de Mirabel. S'il avait administré ses affaires avec compétence, il n'aurait pas acheté toutes ces terres dont il n'a plus besoin. Les fonds consacrés à l'achat des terres auraient pu être affectés à l'infrastructure dont certains députés ont parlé ce soir. Ces dépenses auraient procuré des dividendes au Canada, peut-être même assez pour que le gouvernement ne soit pas obligé de réclamer cet énorme pouvoir d'emprunt.

Comme l'essence est moins chère au Canada, des Américains franchissent la frontière pour venir en acheter. Avant Noël, je me suis rendu au Dakota du nord où je me suis entretenu avec certains concessionnaires d'outillage agricole.

J'ai appris que des agriculteurs américains viennent au Canada dans leur camionnette équipée d'un réservoir de 100 gallons pour acheter notre essence qui coûte environ 50c. le gallon de moins que chez eux. Certains députés dont les circonscriptions longent la frontière américaine sont au courant de cette situation.

Mirabel est un autre cas d'espèce. Si je ne m'abuse, les appareils de plusieurs sociétés aériennes étrangères atterissent leurs appareils à Mirabel uniquement pour faire le plein. Ces appareils ne prennent ni passagers ni marchandises et n'en laissent pas non plus.

M. Pepin: Plus maintenant.

M. Mayer: Il semble que le Canada joue le rôle de grand pourvoyeur du monde entier. Je me demande comment nous allons pouvoir continuer ainsi.

M. Pepin: Cela vaut beaucoup mieux qu'un tarif du genre Pas du Nid-de-Corbeau à Mirabel.

M. Mayer: L'argent que nous dépensons pour le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau nous sert au moins à expédier nos produits sur le marché mondial, ce qui nous rapporte des devises ou nous permet d'obtenir en échange des appareils-photos japonais ou que sais-je encore. Par contre, le fait de permettre à des transporteurs étrangers d'atterrir à Mirabel pour faire le plein avec de l'essence subventionnée par les contribuables canadiens fait du Canada, pays de 22 millions d'habitants, le bienfaiteur du monde entier.

M. Pepin: Ce n'est plus vrai.

M. Mayer: Je l'espère bien. Selon mes informations, cela se passait avant les Fêtes.

M. Pepin: Il ne faut pas croire tout ce qu'on vous dit.

Une voix: On n'en avait pas besoin.

M. Mayer: Le député dit qu'on n'en avait pas besoin. Si le gouvernement avait dépensé notre argent avec sagesse, il n'aurait pas aujourd'hui à se débarrasser des terres qu'il a achetées en trop autour de Mirabel.

Je voudrais maintenant parler brièvement de deux programmes du ministère de l'Agriculture qui sont en vigueur depuis un an. Je vois que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) est présent. Je sais qu'il sait comment la loi sur la stabilisation des prix agricoles s'applique aux éleveurs de porcs et qu'il s'en inquiète. Le sigle qui désigne cette loi en anglais est ASA. Nous savons tous que ASA désigne aussi l'acide acétylsalicylique, communément appelé aspirine. Pourtant, la façon dont cette loi a été appliquée a causé bien des maux de tête à de nombreux éleveurs.

Par exemple, certains éleveurs qui ont perdu de l'argent au cours de la dernière année financière, terminée le 31 mai dernier, ont demandé de l'aide au ministère de l'Agriculture mais, à ce qu'on me dit, ce dernier ne leur fera parvenir leurs chèques qu'au mois de mars. Cela signifie que certains éleveurs qui comptaient sur cette aide auront attendu leur chèque pendant un an. Si les éleveurs s'occupaient de leurs porcs de la même façon que le gouvernement administre ce programme, la plupart de ces animaux, dans notre pays seraient morts, et le programme n'aurait aucune raison d'être, car les éleveurs auraient fermé boutique.